

## ***Chapitre 2 : ça tourne !***

### **1. L'incertitude étiologique**

La salle est pleine de gens qui voudraient savoir, qui ne sont pas sûrs de leurs diagnostics et s'inquiètent de ce qu'une menace sourde pèse sur leur vie, sur leur santé, sur leur bien-être. Une épidémiologiste est invitée par les chercheurs dans l'espoir qu'elle les aide à dresser le tableau épidémiologique de leur situation en tant qu'habitants de La Louvière et qu'elle fournisse à leur réflexion quelques points de passage obligés. Après avoir été invitée à dire quelques mots d'introduction sur sa pratique, l'invitée évoque longuement son parcours institutionnel jusqu'à son entrée à L'Observatoire de la Santé du Hainaut ; elle passe en revue l'organigramme de la promotion de la santé en Belgique et parle de la complexité qu'il y a à faire un travail correct quand on est coincé entre le fédéral, le communautaire et le régional ; enfin elle évoque les projets qu'elle développe actuellement au sein du service d'information sanitaire. Elle choisit de s'attarder sur la présentation d'un projet de collecte d'informations « de surveillance » de l'état de santé des jeunes dans le Hainaut, réalisé sur base de visites médicales ; le rôle des épidémiologistes consistant à « tirer la sonnette d'alarme » et à répercuter les « besoins du terrain » auprès des ministres. L'invitée rappelle à ce sujet l'importance de faire de la prévention à cet âge à cause des mauvaises habitudes qui s'y développent et de trouver « le bon canal de communication » pour faire de la prévention à l'école. A la fin de son exposé où elle aura passé en revue quelques uns des problèmes de santé des jeunes sur lesquels travaille périodiquement son service – l'obésité et l'assuétude à l'alcool, au cannabis, au tabac, aux consoles de jeu -, l'invitée entreprend de distribuer l'une des publications de l'OSH : le « tableau de bord » qui fournit de nombreuses informations chiffrées sur l'état de santé de la population du Hainaut. Une revue qui, dit-elle, n'est guère destinée aux gens qui voudraient améliorer leur santé, mais à des professionnels qui

souhaiteraient mener une action de promotion de la santé. Celle-ci ayant été définie un peu plus tôt comme une activité beaucoup plus large que celle de l'éducation à la santé.

**[Extraits de réunion, 15/01/02]**

L'épidémiologiste : l'éducation à la santé, c'est essayer d'obtenir de meilleurs comportements des gens. La promotion de la santé, c'est mettre en place toutes les conditions nécessaires et indispensables pour que les gens puissent effectivement adopter ces comportements.

Qu'est-ce qu'une épidémiologiste qui essaye d'après la définition qu'elle donne de sa profession, « d'utiliser l'information au mieux pour prendre les meilleures décisions possibles en terme de santé » -ce qu'elle résume par « produire des chiffres »-, peut faire pour aider le groupe à comprendre cette menace sans visage qui structure pour l'instant leur rapport à leur santé ? Les techniques de quantification et le savoir-faire auxquels se réfère souvent l'invitée et qui sont censés garantir la validité de l'observation des « besoins de santé » et des « demandes du terrain », peuvent-ils produire une information pertinente sur les problèmes évoqués par les habitants ? L'invitée pourra-t-elle fournir l'information qu'ils recherchent, celle qui leur est nécessaire pour décrire une situation qu'ils ont du mal à comprendre ? Pourra-t-elle éventuellement remplir l'autre mission de son institution qui consiste à fournir à ceux d'entre eux qui veulent avoir « une action santé », des « données de base pour savoir d'où ils partent et vers où ils vont » ? Cette rencontre va en fait contribuer à renforcer considérablement l'incertitude étiologique des habitants.

En parlant de l'irrationalité des « comportements à risque » des personnes défavorisées et des jeunes, en structurant l'espace étiologique entre « déterminants de santé » (reliés aux comportements individuels : stress, tabac, alimentation, alcool) et « facteurs de risque » (reliés au milieu de vie), l'épidémiologiste transforme d'emblée la menace en un « risque », celui de devenir malade ou de mourir. Un risque dont on est plus ou moins conscient selon qu'on est vieux ou jeune, proche des « zones à risque », ces tranches d'âge où l'on dénombre davantage de personnes ayant un cancer, un infarctus, etc. Un risque qu'on choisira plus facilement de courir selon qu'on ait d'autres besoins à satisfaire en priorité que celui d'avoir une bonne santé, ce qui est le cas, explique-t-elle, avec les populations précarisées. Un risque qui n'est pas qu'affaire de comportement (à

risque) mais aussi de conditions de vie qui provoquent stress, affaiblissement de l'organisme et maladie.

Le groupe cherche tout d'abord à comprendre le rapport qu'entretiennent les jeunes avec cette menace qui à l'évidence leur fait beaucoup moins peur. Pour ce faire, il met immédiatement l'accent sur les comportements à risque. Pourquoi les jeunes ne cherchent-ils pas à se protéger par une action individuelle appropriée, en adoptant les comportements qui peuvent améliorer leur santé, en se prémunissant du risque ? Est-ce par recherche du plaisir immédiat, par absence de projet à long terme, parce qu'ils n'acceptent plus de se priver ? Il se pourrait même qu'ils n'aient pas conscience de ce risque car ils seraient incapables de se projeter dans un futur si éloigné – celui de la vieillesse, de la maladie et de la mort ; et c'est uniquement lorsque ce futur devient présent, qu'il leur saute aux yeux, que le déclic se fait :

**[Extraits de réunion, 15/01/02]**

Antoine : en fait, ils vivent à cent à l'heure et ils ne se préoccupent pas de vieillir, pour eux ils ne vieillissent pas. Vieillir, c'est beaucoup plus tard. Beaucoup me disent, ben de toute façon je ne vieillirai pas. Moi, si je suis comme une épave plus tard, je me tue. Ça c'est le dialogue qu'ont les jeunes, ils se suicident, ils se tuent. Puis forcément ils arrivent, comme tout le monde, petit à petit, à vieillir -dès la naissance on vieillit- et ils se conscientisent. Ils ne s'aperçoivent des problèmes que vers la quarantaine. Ils ne sont plus jeunes à ce moment là, le déclic se fait. Mais à l'heure actuelle, en général, ils n'en ont rien à cirer, ni du tabac, ni du cancer, même de la vitesse en voiture. Il faut vraiment qu'ils aient l'accident pour qu'ils prennent en compte que « oui ça peut m'arriver ». Pour eux, c'est l'expérience de vivre à cent à l'heure, de vivre tous les risques, en pensant pouvoir passer entre. Je crois que la santé pour eux, c'est un risque aussi et ils essaient aussi de passer entre.

Mais le plus jeune du groupe (qui a vingt-cinq ans) s'insurge contre ce type d'explication : « ce sont des réponses immédiates qui sont un peu faciles : « les jeunes n'ont pas de projet, ils sont plus difficiles qu'avant et en plus ils ne se rendent pas compte que plus tard ça va être pour eux ». Je crois qu'il y a peut-être d'autres choses... ». L'épidémiologiste précise que ces explications peuvent évidemment concerner tout le monde et que l'attitude face au risque dépend moins de l'âge de la personne que de la manière dont on ressent la menace.

**[Extraits de réunion, 15/01/02]**

L'épidémiologiste : je veux dire, c'est valable pour tout le monde en fait. Si vous dites par exemple à une femme de trente ans que le risque d'attraper un cancer du sein est directement proportionnel à la quantité d'alcool qu'elle consomme, je ne pense pas que la personne va diminuer sa consommation, enfin qu'elle va stopper, parce qu'elle ne sent pas vraiment, immédiatement, un risque.

Quant à savoir quels sont ces autres choses qui structurent le rapport des jeunes à leur santé, un habitant souhaite relever l'importance des conditions de vie. Il évoque en exemple les conditions stressantes du sur-endettement provoquées par la valorisation de la surconsommation qui fait que de « chaîne en chaîne » les gens « tombent dans le panneau », ils s'endettent pour consommer et « à la fin, sont dépressifs et viennent à la culbute, viennent au suicide presque ». Mais l'épidémiologiste ramène la discussion sur les comportements, suivie de près par quelques habitants qui estiment qu'on ne pourra de toute façon pas modifier la situation en interdisant la publicité. Traduit en des termes organisationnels, le problème ne leur semble pas faisable (*doable problem*). Et pour l'invitée il est très clair que la première solution envisageable passe par une meilleure compréhension des comportements des gens et par l'éducation : c'est en leur apprenant dès le plus jeune âge à décoder les publicités qu'on limitera leur influence.

Sur ce, un autre habitant revient sur le poids des circonstances qui pèsent sur la capacité de contrôle qu'a l'individu sur sa propre vie. Il estime que les gens ne se sur-endettent pas forcément parce qu'ils sont « un petit peu faibles » ou qu'« ils se laissent séduire » par la publicité qu'il s'agirait alors de savoir mieux critiquer. Le fait qu'un tas d'« événements extérieurs » puisse nous « tomber sur la tête » fait qu'« on ne peut pas tout gérer ». Et la situation est d'autant plus inquiétante pour les gens qui sont « à la limite de tomber de l'autre côté » ou « qui y tombent par inadvertance ». Les conditions de vie évoquées prennent alors une allure beaucoup plus dramatique. Il y a des choses qui vous tombent dessus, vous écrasent et vous isolent et contre lesquelles on ne peut que tâcher de résister.

**[Extraits de réunion, 15/01/02]**

François : Il y a des gens qui sont très bien structurés sur le plan financier, qui se trouvent, ce que je vais appeler, à la limite de tomber de l'autre côté. Non pas parce qu'ils vont mal gérer, mais parce que toute une série d'événements extérieurs vont leur tomber sur la tête au moment où ils ne s'y attendent pas. Et ça, en général, ce n'est pas des événements financiers qui leur tombent dessus, c'est un problème

extérieur qui doit être réglé d'une manière ou d'une autre, par la justice ou autre et ça leur tombe dessus et à ce moment là qu'est-ce qu'ils font ? Ils ne savent plus contrôler le tout. Moi je m'en suis aperçu pour quelqu'un, il est tombé malade à un certain moment et il ne s'est plus occupé de rien. Il n'a pas payé son électricité, il n'a pas payé son loyer, il n'a plus rien payé. Et après quand il a fallu remettre tout en circulation, évidemment, il s'en est aperçu, disons plus au moins à temps, mais au bout de 2 ans et demi malgré tout.

Rosalie : il mettait tout son énergie à combattre la maladie.

François : à combattre la maladie et à combattre ces principaux dossiers. Les gros problèmes qui étaient là et qui lui étaient tombés dessus et donc il a commencé à partir la-dessus. Mais bon, le reste, la taxe de la Région Wallonne, il a mis trois ans pour la payer quoi. Un jour, il a reçu un rappel. [...] Il y a beaucoup de gens dans cette avenue qui sont coupés de leurs voisins, si, « bonjour, au revoir, comment allez-vous ? », point, terminé.

Selon lui, le débat sur les statistiques de mortalité/morbidité dans la Province ne peut se résumer à une affaire de comportement (à risque ou pas). Les sociologues essayent donc de tirer la discussion vers cette prégnance des conditions de vie et doivent parfois jouer d'ironie pour y parvenir : lorsque est évoqué par une habitante le problème de la sur-représentation des jeunes filles mères en Hainaut, ne s'agirait-il pas là aussi d'une affaire de comportement, celui de « jeunes filles dissolues ? ». Le groupe part à rire. Il est évident qu'une fois l'importance des conditions socio-économiques à nouveau prise en compte, l'action se complexifie nettement. L'individu n'apparaît plus comme la solution la plus simple à des problèmes complexes.

#### **[Extraits de réunion, 15/01/02]**

Olga : qu'est-ce qu'on fait quand on connaît les causes ? Qu'est-ce qu'on fait ?

L'épidémiologiste : c'est pas facile, parce qu'on ne peut pas non plus montrer du doigt les gens, sous prétexte qu'ils sont défavorisés non plus.

Olga : non mais enfin.

L'épidémiologiste : qu'est-ce qu'on fait, ben...

Olga : les statistiques restent dans les cartons et on ne fait rien.

L'épidémiologiste : vous avez raison c'est un gros problème. [...] C'est-à-dire que quand on est en face de chiffres pareils [des filles enceintes à 13 ans], on a le devoir d'interpeller les gens qui peuvent prendre des décisions justement. Bon, qu'est-ce qu'on peut faire par rapport à ce problème là ?

Certains habitants disent que c'est une question d'éducation, à réaliser au sein des familles et à l'école. D'autres que c'est au service de planning familial à davantage se manifester : alors qu'avant on y courait « comme on allait à la bibliothèque

communale », aujourd'hui c'est différent, « il faut avoir la démarche d'y aller ». D'autres encore incriminent un problème de tabou culturel par rapport à la contraception. Mais aucun habitant ne parvient à expliquer vraiment le problème et surtout ne parvient à proposer des solutions qui satisfassent entièrement.

Une des deux promotrices de santé, en se référant à un article de presse, explique que le fait d'être enceinte offrirait un rôle de mère à des jeunes filles qui se cherchent une place dans la société et qu'il ne s'agit pas uniquement de méconnaissance de son corps et de sa sexualité. L'explication par le projet de vie qui correspond, selon Beck, à une individualisation des risques<sup>182</sup>, est à nouveau mobilisée pour expliquer des comportements qui paraissent incompréhensibles, que ce soient ceux qui visent la destruction (le vandalisme), l'auto-destruction (le tabagisme, la mauvaise alimentation, l'alcoolisme chez les jeunes), ou comme ici la pro-création. Mais personne n'embraye plus sur cette explication en terme de projet de vie.

Chacun reste subjugué par le « grave » problème relationnel que recouvre les statistiques des jeunes filles-mères. On se rappelle les deux cas déjà évoqués de ces gens isolés et malades qui « menacent de tomber ». Les rapports entre l'individu et la société inquiètent le groupe qui ne s'y retrouve plus, qui compare avec ce qu'il vivait avant, qui se demande si les parents donnent encore de l'amour à leurs enfants pour qu'ils soient si « déboussolés ».

**[Extraits de réunion, 15/01/02]**

Antoine [pompiér] : les valeurs actuelles c'est la boîte. La boîte avec les films qui font rêver les gens, les émissions vraiment stupides qui font rêver les gens. Et les gens sont dans leur bulle, ils regardent ça... Ça m'épate parce que les gens me parlent parfois de télévision comme si c'était leur cousin ou bien leur frère. Il appelle le type, l'acteur de télé, par le prénom. Puis moi je tombe des nues, « mais oui, c'est le gars du feuilleton untel ». C'est devenu leur famille. Et ils ne sortent plus de leur cocon, et ça je crois que c'est très grave. Cette notion de civisme, de communication. Parce que dans notre société de communication, tout le monde a un GSM, mais plus personne ne parle entre eux, tout le monde joue par internet aux échecs avec un Suédois ou un Russe et il n'est même pas capable de dire bonjour à son voisin qui sort. Ça je crois que c'est très grave.

---

<sup>182</sup> U. BECK, *La société du risque. Sur la voie d'une autre modernité* (1986) (2001), p. 291.

En fin de réunion c'est le thème de l'insertion et plus largement de l'intégration dans la société qui retient l'attention du groupe de recherche. Pour les habitants, évoquer la santé de l'individu en terme de projet de vie n'a de sens que si on s'intéresse avant tout au projet de la société dans laquelle il vit. C'est aussi le point de vue que défend le dramaturge au début de la réunion suivante ce qui lui vaut une forte adhésion du groupe.

**[Extraits de réunion, 22/01/02]**

Jean Louvet : c'est épouvantable le nombre de gens qui fument ici à La Louvière et à Charleroi. J'ai vu dans Le Soir [un journal], il y avait un tableau de l'Observatoire de la Santé du Hainaut, écoute, c'est une catastrophe. Et c'est vrai que je vois des gens fumer, fumer. C'est un pays sale, c'est un pays qui n'a pas de projet, vous comprenez, et qu'on ne connaît pas, on n'aime pas ce qu'on ne connaît pas.

Avec ses mots d'artiste, il donne aussi une explication aux maladies cardio-vasculaires qui résultent selon lui de l'état de tension entre la société et l'individu. L'organisme de ce dernier est mis à l'épreuve, l'individu « surchauffe » et à un moment donné pète les plombs, ou bien c'est son cœur qui lâche.

**[Extraits de réunion, 22/01/02]**

Jean Louvet : je constate autour de moi une usure prématurée des individus après cinquante ans. Cinquante ans, cinquante-cinq ans, ouille, ouille, ouille, ça tombe hein, que ce soit physique, mental ou n'importe. En général jusque cinquante-cinq ans ça va. Dans l'enseignement, moi j'ai été professeur très longtemps, moi-même j'ai failli y passer que ce soit le cœur, enfin etc., contre toute attente. Je me disais : « il ne m'arrivera jamais rien » , et bien ce n'est pas vrai. Parce que je sais que j'ai surchauffé, je sais que j'ai investi, parce qu'on prenait sur soi l'avenir d'un peuple, enfin, je veux dire d'une société, d'une ville qu'on aime. Donc, prendre sur soi alors que le collectif ne vous recharge pas, vous n'allez pas recharger vos piles puisque c'est vous qui donnez tout le temps, c'est vous qui donnez, vous comprenez, c'est unilatéral ce petit jeu là.

Par rapport à la façon dont l'épidémiologiste donnait un sens à ses chiffres de mortalité/morbidité dans la région, l'interprétation qu'en donne l'artiste s'avère autrement plus convaincante. La surreprésentation de certaines maladies ou de certains comportements « à risque » tient davantage de la « rupture du lien social », de la « mauvaise santé industrielle » de toute une région et de l'absence de projet d'une société, que de l'état de conscience des habitants, jeunes ou moins jeunes, par rapport à la menace ou de leur absence de projet de vie. Toutefois, les seules solutions envisagées par les habitants à ce genre de problèmes restent pour l'instant l'éducation et la

prévention. Une professeure de français se dit « pour » un cours de psychologie à l'école qui permette aux élèves, futurs adultes, de pouvoir réagir convenablement face aux « aléas de la vie qui vont fatalement arriver ». Tandis qu'une assistante sociale souhaite « reprendre le problème à l'endroit » en favorisant la prévention qui devrait pouvoir éviter à l'individu de tomber malade. Nous ne sommes qu'au début d'une oscillation singulière de la réflexion du groupe où lorsque sont critiqués les comportements des individus on invoque leurs conditions de vie et lorsque la prégnance de celles-ci est reconnue, on propose d'agir soit en éduquant soit en contrôlant les individus.

Cette oscillation va s'accélérer lors de la rencontre avec un représentant du monde industriel, conseiller à la prévention et à la protection des travailleurs dans une usine de la région. L'évocation du monde du travail, considéré comme « la société en plus petit », permet au groupe de recherche de rétrécir pour un temps le champ de sa prospection étiologique. « La chaîne » qui relie conditions et comportements peut être parcourue plus rapidement lorsqu'il s'agit de condition de travail et de comportements des travailleurs. Surtout lorsqu'elle renvoie à des situations vécues, les habitants ne parlant plus alors des jeunes, des fumeurs ou des pauvres mais d'eux-mêmes.

Dans le monde clos de l'usine, le conseiller croit qu'il est possible d'éviter les accidents en inventoriant tous les risques et en formant les ouvriers pour qu'ils acquièrent « les bons réflexes ». Mais son discours est vite démonté et l'invité est forcé de reconnaître que les résultats concrets de ses actions ne sont pour l'instant pas significatifs et qu'ils affichent même des chiffres contraires. Le taux d'accident reste fortement corrélé au taux d'activité, toutefois sans relation directement proportionnelle. Il y a donc autre chose pour expliquer le fait que malgré qu'on ait tout prévu, les accidents demeurent et même augmentent. Les habitants vont partir à la recherche du facteur explicatif manquant. Serait-ce le stress, l'inexpérience des intérimaires ou alors des ouvriers irresponsables ? L'invité pencherait davantage sur cette dernière explication -« le manque de prise de responsabilité »-, ne pouvant toutefois nier la tendance à remplacer du personnel expérimenté par de nouvelles recrues meilleures marché mais aussi davantage victimes d'accident.

**[Extraits de réunion, 21/01/02]**

Rosalie : qu'est-ce que vous appelez « le manque de prise de responsabilité » ?

Le conseiller en prévention : les ouvriers ont la fâcheuse habitude de ne pas prendre soin de leur propre sécurité ! On est obligé d'intervenir pour leur rappeler qu'ils doivent faire attention, porter le casque, porter des lunettes, porter des moyens de protection... [...] Je me suis beaucoup préoccupé de la sécurité des intérimaires [dont le nombre d'accidentés est deux fois plus élevé que chez les employés professionnels] parce que c'est un gros problème, effectivement. Mais il faut quand même reconnaître aussi que l'on fait faire aux intérimaires des travaux que les autres ne veulent pas faire. Et donc, on leur fait prendre beaucoup plus de risques. Et cela, c'est vicieux. Ce n'est pas l'organisation qui le veut comme cela, mais c'est le travailleur qui laisse aller...

L'ambiguïté des propos de l'invité interpelle les habitants. Ils souhaitent qu'on y apporte un peu plus de clarté. Parle-t-on de cercle vicieux ou d'ouvriers vicieux ? De quoi est donc faite cette exposition au risque lorsqu'on se trouve dans le monde du travail ? C'est ce que des habitants cherchent à savoir tout en exigeant de l'invité qu'il revoie la justesse de ses propos.

**[Extraits de réunion, 21/01/02]**

Rosalie : parce qu'il y a des années, je me souviens que je m'étais entretenue avec des ouvriers, pour ces problèmes de sécurité etc. Dans votre discours, vous dites que les ouvriers ne se conscientisent pas eux-mêmes de leur propre sécurité. Moi, je dis que quand on entend parler les ouvriers, j'avais vraiment l'impression d'avoir une photo qu'on avait coupée en deux. Vous, vous ne fournissez qu'une partie de la photo, et eux nous avaient fourni une autre partie de la photo, en disant des responsables qu'ils n'avaient jamais été travailler et qu'ils ne savaient pas ce que c'était que de supporter la chaleur... Ils se plaignaient du manque de confort et d'adaptation de l'équipement qui était censé les protéger, en disant qu'ils ne tenaient pas le coup avec ce casque qui, par la chaleur... Enfin, je ne saurais plus dire les événements, ni les éléments, mais, maintenant, cela a peut-être évolué. Mais ils se plaignaient que les casques...

Le conseiller en prévention : s'ils ont un équipement comme cela, effectivement, c'est très lourd. Mais quand vous approchez un four qui dégage 900 degrés de chaleur, il faut cependant évidemment bien qu'ils l'aient pour se protéger, sinon...

Rosalie : oui, mais ils se plaignaient du grand manque de confort de l'équipement, en disant qu'ils pouvaient le supporter autant de temps, et puis après, que cela devenait intenable. Donc, que le manque de confort provenant de l'équipement qui était censé produire de la sécurité, amène à ce que l'on se mette en position de risque et d'insécurité...

Le conseiller en prévention : ça, c'est comme quand on éteint son phare de vélo et qu'il n'y a pas d'éclairage public...

Luc : non, cela n'est pas tout à fait la même chose ! Je ne suis pas tout à fait d'accord avec vous. Je ne sais pas si vous avez déjà tenu ce genre d'équipement pendant huit heures, mais cela n'a rien à voir avec la comparaison que vous faites.

[Acquiescement général. Tout le monde va dans le sens de Luc.]

Le conseiller en prévention : oui, je conçois parfaitement que l'équipement est parfois impossible à porter, ou très dur à porter, mais...

Luc : o.k., mais de là à les juger d'irresponsables... !

Le conseiller en prévention : non, tout à fait, je n'ai pas tenu ce discours. Parce qu'eux prennent bien conscience qu'ils ont eux, quelque chose à faire. Mais ce n'est pas parce que l'équipement est dur à porter, qu'il faut se mettre en danger...

Luc : vous savez, quand vous êtes depuis vingt ans au travail, au bout d'un moment, vous ne supportez plus cet équipement, cela devient trop lourd... Et cela, je crois que vous ne le réalisez pas, parce que vous n'avez jamais travaillé avec un tel matériel pendant huit heures.

Le conseiller en prévention : ah, eh bien non, forcément !

Rosalie : vous devriez faire l'expérience ! [Rires]

[Rires généralisés.]

Le groupe savoure sa victoire d'avoir enfin pu fournir une explication à des chiffres de morbidité/mortalité qui n'oscille plus entre condition et comportement. Il paraît bien clair que ce sont les conditions de travail déplorables qui font courir des risques au travailleur. Un habitant va même jusqu'à pointer des contradictions systémiques -où il faut, par exemple, dé-stresser son personnel parce qu'on le fait travailler plus- auxquelles on ne peut raisonnablement pas demander à l'individu d'apporter une réponse. Le conseiller conclura un peu dépité : « forcément, on vit dans un monde de fous, c'est sûr ». Mais le groupe ne sera pas assuré longtemps de sa position. Déjà la professeure de Tai-Chi demande ce que chacun compte faire en les enjoignant de boycotter les entreprises qui participent de ce système et créent les conditions qu'ils dénoncent. Le groupe tremble. Il oscille entre le « il faut qu'on » et le « je dois gérer ma santé ». « On est obligé d'être responsable » dira un habitant face à l'injonction répétée de certains invités.

#### **[Extraits de réunion, 21/01/02]**

Antoine : depuis que je viens ici, je cogite sur la meilleure façon de gérer sa santé et je crois que, petit à petit, il faut tout revoir, tout le fonctionnement de notre société vis-à-vis des médecins généralistes, avec les opticiens, les dentistes, les kinés et même avec l'école pour apprendre à gérer notre santé... Je crois qu'on a perdu cela parce qu'on a laissé les rennes, les chevaux partir... On s'est laissé assister par la médecine, par les médecins généralistes, par les médicaments... On va chez notre pharmacien, on

prend quelques gouttes, on ne se préoccupe pas de ce que c'est... On ne lit même pas le mode d'emploi...

Tout revoir, tout reprendre, tout est toujours à reprendre à chaque réunion. Les sociologues ont du mal à suivre un groupe qui ne parvient pas à se situer. Un jour il dit en face d'un éco-toxicologue qui leur parle de pollution que la santé est une affaire de responsabilité individuelle. Un autre jour il se surprend à dire, en face d'un médecin pratiquant la médecine gratuite, que « la société actuelle rend malade » et que le système de santé complique davantage la situation.

**[Extraits de réunion, 29/01/02]**

Rosalie : Et là, quand on dit que le citoyen est responsable de sa santé, on est vraiment à l'opposé...

Aurélie : pourtant, on était tous d'accord avec cette idée...

[silence]

Les habitants ne parviennent pas à organiser le monde dans lequel ils vivent, de même qu'ils ne parviennent pas à s'organiser. L'injonction à la responsabilisation ne cesse d'atomiser le groupe tandis que la plainte noircissique leur offre un dernier refuge face à la menace qui reste bien présente. A défaut d'une interprétation qui viendrait tout mettre en ordre dans un récit structuré et structurant, interprétation que s'empêchent de fournir les sociologues, le groupe doit se contenter de poursuivre sa recherche à coup de procès d'intention ou de principes de justice.

## 2. Procès d'intention ou principes de justice

Le groupe maintient toujours la porte grande ouverte à la psychologisation des comportements. En même temps, il ramène sans cesse des explications déterministes ou matérialistes, parle de néo-libéralisme, de capitalisme, de pensée unique. La question du bien-être au travail, par exemple, s'inscrit à la fois dans les rapports entre le patronat et les ouvriers et dans ceux qui mettent en présence un patron sadique ou un ouvrier vicieux et une victime. Les mauvaises conditions de logement sont à la fois indicatrices de l'écrasement des individus sous le poids des structures et relèvent de la paresse de ses habitants. La mauvaise alimentation est le résultat de la suprématie de la société de l'image et du marché en même temps qu'elle renvoie au laisser-aller des jeunes ou au fait qu'ils soient « plus difficiles qu'avant » ; la mauvaise hygiène est le résultat à la fois du malaise psychologique qu'engendre cette société et à la fois du manque de respect de soi ; le corps crispé et tendu, incarne ce perpétuel état de défense auquel la société nous « conditionne » et la négligence de ceux qui ne prennent plus soin d'eux ; le parasitage des urgences renvoie à un problème de moyens financiers et à l'abus de profiteurs. La première clé de lecture, plus sociologique, se fait toujours concurrencer par l'imputation de caractéristiques morales ou psychologiques aux individus. Autant la requête des habitants en appelle à de grands principes de justice, autant elle se transforme rapidement en une dénonciation de tares et défauts personnels à l'encontre d'un voisin, d'un employeur, d'un élu. Lorsqu'un invité ou un habitant se sent directement interpellé par cette dénonciation—ce qui est toujours le cas lorsqu'elle préjuge paresse, abus ou mauvaise volonté—, il se pose en victime de contradictions systémiques, de dysfonctionnements ou de domination qui l'empêchent de jouer son rôle et le dédouanent aux yeux du groupe. Ceux qui n'ont personne pour les représenter et qui fatalement sont absents du groupe, deviennent alors la cible privilégiée des procès d'intention ; c'est le cas pour les étrangers.

C'est dans cette oscillation permanente entre principes de justice et procès d'intention que se structure la recherche d'une réponse à la question « pourquoi les gens ne jouent-ils plus leur rôle ? ». Question qui traduit la crainte des habitants quant à ce qui menace leur santé. Pour y répondre quelques uns d'entre eux s'interrogent aussi en évoquant le

cas de leur propre institution sans pour autant la défendre. Comme cette assistante sociale qui pensa devenir folle à force d'être empêchée de bien faire son travail :

**[Extraits de réunion, 22/01/02]**

Rosalie : J'ai eu une dame qui arrive avec une note de téléphone de trente-six mille francs. « Ah, écoutez madame, c'est sûr que le CPAS ne va pas vous aider à payer votre note de trente-six mille francs ». Mais qu'est-ce qu'il y a là-dedans, il y a une dame qui est en dépression, qui est allée téléphoner à des voyantes et à qui on est en train de pomper tout son fric, etc. J'ai passé une demi-heure avec elle et quand elle est sortie, j'ai appris que cette dame a un enfant qui est hyper-actif, qu'elle en souffre énormément, qu'elle n'arrive plus à supporter son compagnon parce que quand il rentre et que cet enfant lui a déjà pompé toute sa journée, etc. Elle est ressortie avec une information sur les centres de guidance, sur les associations de parents d'enfants hyper-kynétiques pour avoir un soutien, sur le service social de l'hôpital où je connais très bien une dame là qui est très compétente et très chaleureuse, qui va pouvoir essayer de soigner sa dépression. Et bien, j'ai gagné mon salaire ce jour là. Mais au-dessus, je reçois des recommandés dans ma boîte aux lettres qui me disent : « tu n'as rien foutu ! ». Moi, je suis tombée sur mon derrière en me disant : « moi, je ne sais plus où je suis, je ne sers plus à rien ici ». J'envie le paillason qui est devant ma porte parce que lui, il sert au moins à quelque chose. Les gens, j'ai du retour, les gens, je n'ai pas de problème dans ma communication, dans ma relation avec les gens. « Mais ça ne suit pas », on m'a dit, « c'est une qualité, mais pas pour ici ». Ecoutez, quand dans un service social d'un CPAS on ne peut pas avoir d'écoute et que « ah, non, ici tu penses bien, une autre collègue à Mons en a fait cent sur l'été », j'avais l'impression d'entendre parler une prostituée, « toi, tu ne tiendras jamais le coup ici ». Je ne sais pas. Alors moi je me dis : « je ne suis pas à ma place alors ». Mais qu'est-ce que je dois faire ? Je dois continuer à me battre pour ça au risque de moi valser dehors et de me détruire ma santé ? Je ne sais pas. [...] Moi, je suis tombée, je suis tombée sur mon derrière, j'ai fait un mois à dormir, à dormir.

Dans ce genre de cas, l'espace laissé libre à toutes les interprétations est aussitôt envahi par le reste du groupe qui se rue pour trouver celle qui convient le mieux. Un habitant répond que « le dévouement ça ne paye pas » tandis qu'une autre parle de harcèlement moral. Mais les sociologues s'opposent en estimant qu'on ne peut donner à la désespérance professionnelle une explication aussi rapide ; pour peu que l'assistante sociale se fédère, elle pourra rencontrer d'autres collègues qui ne désirent pas, tout comme elle, fonder leur action sur des impératifs de management ni participer à la domination bureaucratique<sup>183</sup>. Pourtant les tentatives pour essayer de tirer le groupe à

---

<sup>183</sup> Notamment les professionnels de la caisse d'assurance maladie étudiée par WELLER, *L'Etat au guichet. Sociologie cognitive du travail et modernisation administrative des services publics*.

réfléchir en ce sens restent vaines. S'organiser n'a guère de sens lorsque les explications psychologisantes rivalisent encore avec l'invocation de principes de justice.

Des habitants esquivent aussi la requête des sociologues en faisant de ce genre de situations une affaire de respect ou en mobilisant des explications par le caractère. Ainsi, selon un habitant, ce genre de témoignage renvoie au fait que dans le monde du travail comme ailleurs, il faut pouvoir se faire respecter ; lui qu'on appelait « vingt-cinq centimes » y est finalement parvenu. « Et le respect madame ! », de rappeler quelque fois les plus âgés du groupe, dans une sorte d'incantation magique pour ramener à l'ordre un monde qui part à la dérive. On peut attendre de cette exigence qui dénonce les mauvaises connexions sociales et appelle à la reconnaissance, qu'elle entraîne le groupe vers des considérations disons, moins intimes ou plus sociales. Mais ce n'est pas le cas. Comme l'explique Martuccelli, « bien des demandes de respect ne visent plus à articuler le sentiment subjectif avec des rhétoriques globales, donc à se réinsérer, en le renouvelant, dans un langage de justice ; parfois même elles tendent désormais à rester l'expression d'une expérience profondément personnelle ».<sup>184</sup> Quant à la promptitude à mobiliser une explication par le caractère, même si celle-ci n'a pas le dernier mot, elle vient toujours compliquer la recherche de solutions au problème de la désorganisation. C'est parce qu'il y aura toujours « des gens un petit peu faibles » qui « se laissent séduire par la publicité », ou des gens « qui se laissent aller », « manquent de discipline personnelle », « n'ont pas la volonté », etc. que la situation nous échappera toujours. Dans ce cas, affirmer son caractère est considéré comme l'une des réponses au problème d'autoprotection, une façon de se faire respecter qui, comme le souligne Sennett, « renvoie à la difficulté de se protéger tout en se liant aux autres »<sup>185</sup>.

Cette oscillation incessante accroît le sentiment des habitants d'être coincés dans une situation problématique sur laquelle ils n'ont pas de prise et dont ils peuvent seulement se protéger : « on est piégés ». Non seulement personne n'est plus à sa place dans « ce monde de fous » où tout est abandon, démission, abdication, désertification, envahissement, parasitage, écrasement ; mais ceux qui y sont encore risquent leur place, leur vie, leur santé s'ils désirent jouer leur rôle et s'acquitter correctement de leur tâche

---

<sup>184</sup> MARTUCCELLI, *Grammaires de l'individu* p. 299.

<sup>185</sup> SENNETT, *Respect. De la dignité de l'homme dans un monde d'inégalité* p. 254.

de parent, citoyen, travailleur, habitant, etc. La plupart des invités et les promotrices de santé les enjoignent à gérer tout cela comme des « variables contextuelles », dans la mesure où, comme l'indique Beck, « il faut construire soi-même son existence »<sup>186</sup>. Et les habitants sont prompts à chercher des solutions en ce sens et racontent chacun les actions qu'ils ont pu mener à leur échelle : on se vante d'avoir réussi à faire sourire le facteur, d'avoir essayé de dialoguer avec son voisin, d'aider un proche « à gérer ses dossiers », de faire du bénévolat ou les courses pour tout le quartier, de s'occuper de l'animation du carnaval, d'avoir créé une maison de jeunes, de prendre le temps de bien faire son travail ou un bon repas pour toute la famille, etc. Mais chacun n'a de cesse de rappeler à quel point la société le coince : c'est épuisant d'essayer de faire sourire tout le monde, le voisin est « irrécupérable », les problèmes du proche ne cessent de s'accumuler, le bénévolat s'arrête aux portes closes, les gens profitent de votre gentillesse, le politique récupère l'inventivité des sociétés carnavalesques, la maison de jeunes est devenue une « buvette », on n'a pas le temps, pas le temps, etc.

Et à quel point ils en souffrent. A défaut de pouvoir exhiber des cicatrices, les habitants doivent se contenter de métaphores. Certains disent qu'ils ont été « coupés en deux » par la laideur de l'architecture de leur ville, par la saleté ; d'autres énumèrent le nombre de portes closes auxquelles ils se sont « heurtés » ; d'autres encore sont « sciés » ou « tombent par terre » à l'annonce d'une mauvaise nouvelle ou lorsque des événements leur « tombent sur la tête ». Le « borbier » paralyse l'individu qui ne voit vraiment pas dans quelle direction il pourrait bouger pour se sortir d'une situation qui paraît de plus en plus dramatique. Le Centre Public d'Aide Social a beau avoir été renommé Centre Public d'Action Sociale, il reste l'ultime endroit où des gens tâchent de faire valoir leur requête de protection auprès des institutions.

**[Extraits de réunion, 22/01/02]**

Rosalie : j'ai aussi eu les pires emmerdes parce que l'on vient me demander des cautions pour emménager dans des campings. Moi, je dis zut ! Moi je dis aux gens que je suis là pour les aider -et alors ils me coincent et ils ont raison-, je suis là pour les aider à essayer de faire des démarches pour occuper un logement normal ! Un chalet n'est pas un logement ! Vous m'en proposez un, je veux bien y passer quinze jours en juillet avec mes enfants, au bord de l'étang, mais allez-y en hiver, allez y faire une promenade... Premièrement, il faut mettre des bottes jusque-là parce que c'est de la terre, il y a de

---

<sup>186</sup> BECK, *La société du risque. Sur la voie d'une autre modernité* (1986), p. 291.

l'eau partout, et puis c'est chauffé au poêle au pétrole ou avec un petit machin... Ce n'est pas prévu pour loger en hiver !

Célia (CLPS) : c'est Rosetta ce dont vous parlez... ! [titre du film des frères Dardennes]

Rosalie : ce... non, enfin, je ne l'ai pas vu, parce que je n'avais pas le courage ! Enfin, j'ai mis dans les rapports sociaux que je ne cautionnais pas que le CPAS encourage des gens à rentrer dans un camp de camping. Et ce, même si c'est pour garder leur droit au chômage, pour avoir une adresse... Mais alors, les gens me disent -et ils me coincent et ils ont raison-, ils me disent : « donnez-nous une autre solution alors ! ». Et je n'en ai pas, d'autres solutions de logement. Les sociétés de logements sont saturées, il y a des listes d'attente *ad vitam aeternam* et je dis que la politique du logement... je ne sais pas ce qu'ils font ! Les gens ont raison, et quand je sors du bureau, je leur dis qu'ils ont raison, mais je leur dis de ne pas faire cela ! Mais alors ils me disent « vous nous dites de ne pas prendre ce chalet, de ne pas y rentrer... ». Et alors moi, je leur dis qu'ils ont des enfants qui ne sont pas en bonne santé... Et ils me disent « oui, madame, mais moi je suis à la porte, je n'ai pas de domicile ! ». Et je suis coincée ! Je leur dis de ne pas compter sur moi pour les encourager à rentrer dans ce chalet... On est même venu me demander une prime d'installation pour rentrer dans ce chalet. « Mais non... !!! », que je leur ai dit, « la prime d'installation, c'est fait pour sortir des campings ! ». Eh bien j'ai eu ces gens à dos !

D'une part, on ne peut nier, lorsque l'individu se dit « coincé » à ce point par la société, que ce que Martuccelli nomme « la consistance des engrenages contextuels », prime sur ses efforts d'articulation ou d'adaptation. D'autre part, on ne peut pas nier non plus, lorsqu'on entend la variation des réponses qui sont amenées à ce genre de récit, que chaque individu décline différemment les épreuves personnelles. « Aussi, dit Martuccelli, faut-il tenir compte, dans un seul et même mouvement, de la malléabilité résistante que le monde oppose à nos desseins et de la manière dont les expériences intérieures ont désormais tendance à devenir plus autonomes par rapport aux phénomènes externes »<sup>187</sup>.

Pour tâcher de comprendre cette façon qu'a le groupe d'osciller entre une explication par les comportements ou par les conditions, de se séparer entre principes de justice ou procès d'intention, de ne pas s'accorder sur ce que recouvre l'inquiétude qui toutefois le relie dans la plainte, il nous faut maintenant envisager les solutions que les habitants conçoivent pour s'en sortir. De toute façon, la recherche commence à s'essouffler. Les sociologues tournent en rond derrière ou devant les habitants selon qu'ils les poussent ou les tirent dans leur réflexion. Parmi ces habitants qui tournent eux aussi en rond,

---

<sup>187</sup> MARTUCCELLI, *Grammaires de l'individu*, p. 39.

certains commencent à s'énervier parce que en attendant « il y a quatorze ménages menacés d'expropriation qui sont en train de se rendre malades avec l'épée de Damoclès au-dessus de leur tête », parce que « il faut que l'on change absolument et que l'on ne vive plus comme cela. On ne pourra plus vivre comme cela ». Les deux promotrices de santé quant à elles, abandonnent peu à peu les réunions.